

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/M/11

1<sup>er</sup> décembre 1998

(98-4816)

Groupe de travail des entreprises  
commerciales d'État

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT TENUE LE 18 SEPTEMBRE 1998

Président: M. Jacques Teyssier d'Orfeuil (France)

	<u>Page</u>
A. Adoption de l'ordre du jour	1
B. Examen des notifications présentées par les Membres à la suite des demandes distribuées sous les cotes G/STR/N/1, 3 et 4	1
1) Nouvelles notifications complètes présentées conformément aux documents G/STR/N/1 et 4	2
2) Notifications de mise à jour conformément au document G/STR/N/3	2
C. Liste exemplative indiquant les types de relations entre pouvoirs publics et entreprises et les types d'activités auxquelles celles-ci se livrent (G/STR/W/35)	2
A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	
1. Le Groupe de travail <u>a adopté</u> l'ordre du jour proposé dans l'aérogamme WTO/AIR/903, tel qu'indiqué ci-dessus.	
B. EXAMEN DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES PAR LES MEMBRES À LA SUITE DES DEMANDES DISTRIBUÉES SOUS LES COTES G/STR/N/1, 3 ET 4	
2. Le <u>Président</u> a rappelé que, conformément au paragraphe 5 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII ("le Mémoire d'accord"), le Groupe de travail était chargé d'examiner des notifications et contre-notifications présentées par les Membres au sujet du commerce d'État et que, à la lumière de cet examen, le Conseil du commerce des marchandises pouvait formuler des recommandations concernant l'adéquation des notifications et la nécessité d'obtenir de plus amples renseignements.	
3. Le <u>Président</u> a rappelé qu'à sa réunion du 20 février 1995, le Conseil du commerce des marchandises avait fixé au 30 juin 1995 le délai imparti aux Membres pour présenter leurs nouvelles notifications complètes concernant leurs entreprises commerciales d'État et que le Groupe de travail était ensuite convenu de maintenir au 30 juin la date limite pour la présentation des nouvelles	

notifications (de mise à jour). Le 17 mars 1997, une demande de notifications de mise à jour qui devaient se fonder sur les nouvelles notifications complètes présentées en 1995 avait été distribuée sous la cote G/STR/N/3. Ces dernières notifications de mise à jour, qui concernaient tous les Membres de l'OMC, devaient être présentées pour le 30 juin 1997.

4. Le Président a indiqué qu'à la date où l'aérogamme annonçant la présente réunion avait été distribué (le 2 septembre 1998), 58 Membres au total (l'UE comptant pour un) avaient présenté des nouvelles notifications complètes en réponse à la demande de 1995. En ce qui concerne les notifications de mise à jour, on en avait reçu 25 pour 1996 et 27 seulement pour 1997 (l'UE comptant de nouveau pour un Membre). Bien que le nombre des nouvelles notifications complètes ait augmenté, il était décevant de voir qu'un certain nombre de Membres n'avaient pas présenté de notifications de mise à jour dans les délais. Le Mémorandum d'accord permettait à un Membre de faire une contre-notification lorsqu'il estimait qu'une notification d'un autre Membre était soit incomplète soit erronée. Aucune contre-notification n'avait été reçue jusqu'alors.

5. Le Président a suggéré que le Groupe de travail procède de la même façon qu'à sa précédente réunion, c'est-à-dire examine: 1) si la notification donnait bien les renseignements demandés dans le questionnaire; et 2) s'il fallait plus d'informations pour avoir – selon les termes du paragraphe 2 du Mémorandum d'accord – "une idée précise de la façon dont opèrent les entreprises ayant fait l'objet des notifications et de l'effet de leurs opérations sur le commerce international". Il a relevé que, dans l'aérogamme, il était prévu d'examiner d'une part les nouvelles notifications complètes présentées en réponse aux documents G/STR/N/1 et 4 et d'autre part des notifications de mise à jour présentées en réponse au document G/STR/N/3.

1) Nouvelles notifications complètes présentées conformément aux documents G/STR/N/1 et 4

6. Aucune question n'a été posée au sujet de la notification du Qatar (G/STR/N/1/QAT).

7. Aucune question n'a été posée au sujet de la notification de la Mongolie (G/STR/N/4/MNG).

2) Notifications de mise à jour conformément au document G/STR/N/3

8. Aucune question n'a été posée au sujet de la notification de la Jamaïque (G/STR/N/3/JAM).

9. Aucune question n'a été posée au sujet de la notification de Macao (G/STR/N/3/MAC).

10. Aucune question n'a été posée au sujet de la notification de la République slovaque (G/STR/N/3/SVK).

11. Le Président a indiqué que, ainsi qu'il avait été convenu à la réunion du Groupe de travail de septembre 1996, les notifications qui avaient déjà été examinées et qui pouvaient faire l'objet de questions écrites ne figureraient plus dans l'aérogamme annonçant la prochaine réunion du Groupe de travail à moins qu'un Membre ne le demande expressément.

12. Le Président a en outre souligné que les Membres auxquels des questions écrites avaient été adressées devaient y répondre par écrit dans les meilleurs délais.

C. LISTE EXEMPLATIVE INDIQUANT LES TYPES DE RELATIONS ENTRE POUVOIRS PUBLICS ET ENTREPRISES ET LES TYPES D'ACTIVITÉS AUXQUELLES CELLES-CI SE LIVRENT (G/STR/W/35)

13. Le Président a rappelé qu'à la réunion du Groupe de travail tenue en novembre 1997, il avait déclaré qu'un texte du Président serait établi qui regrouperait les divers éléments de la liste exemplative recueillis jusqu'à présent, en vue d'élaborer une version de travail de la liste exemplative

et donc de faire progresser les travaux relatifs à cette importante tâche. Depuis, cinq réunions informelles se sont tenues, auxquelles le texte du Président a été longuement examiné. À la plus récente de ces réunions, les participants avaient examiné une deuxième révision du texte et étaient convenus de transmettre le texte au Conseil du commerce des marchandises pour examen au nom de l'ensemble du Groupe de travail. Le Président a demandé si les délégations souhaitaient formuler des observations sur le projet de liste exemplative.

14. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation ne pouvait pas, à ce stade, souscrire au projet de texte.

15. Le représentant de l'Australie a dit que le Groupe de travail débattait de la liste exemplative depuis un certain temps et que le projet de texte était un bon compromis. Il espérait que la question serait rapidement réglée. La liste exemplative serait utile pour l'élaboration des nouvelles notifications complètes de 1998.

16. Le Président a déploré l'absence de consensus au sujet du projet de liste exemplative et a dit qu'il continuerait d'étudier sur cette question. La date de la prochaine réunion du Groupe de travail serait fonction du nombre de notifications reçues au cours des prochaines semaines. Le Groupe pourrait peut-être se réunir en décembre 1998.

---